

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Instauration d'un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Monsieur Christophe BOURDIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024 souhaite que le « *renforcement de la prise en charge des mineurs* » devienne une priorité.

La prévention de la délinquance est un maillon essentiel et complémentaire des politiques de sécurité et de tranquillité publique de la Ville de Montpellier. Plusieurs démarches ont ainsi été initiées ces dernières années en direction des auteurs de trouble à l'ordre public ou des publics les plus exposés dont notamment :

- L'extension aux mineurs de la possibilité d'accueillir des personnes sous mains de justice pour l'exécution d'un Travail d'Intérêt Général (TIG). La délibération n°V2020-109 du Conseil municipal du 5 octobre 2020, a réaffirmé l'importance de ce dispositif pour accompagner certains auteurs de faits dans des projets d'insertion et limiter par la même occasion les perspectives de récidive ;
- La mise en place du Rappel à l'Ordre à la suite de la délibération n°V2020-108 du Conseil municipal du 5 octobre 2020, une convention a été signée à ce titre, le 12 janvier 2021, avec le Parquet du Tribunal Judiciaire de Montpellier permettant, de convoquer dans un cadre solennel à l'Hôtel de Ville, certains majeurs ou mineurs auteurs d'incivilités ou de faits générateurs de troubles à l'ordre public.

Il est, aujourd'hui, proposé de compléter la liste des outils déjà mis en œuvre en matière de prévention de la délinquance ou de la récidive en direction des mineurs. L'article 9 de la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance autorise le Maire, dans le cadre de l'action sociale facultative, à instaurer un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF).

Le CDDF est une instance collégiale se composant :

- Des représentants de l'État désignés par le Préfet ;
- Des représentants des collectivités territoriales ;
- Des personnes œuvrant dans le domaine de l'action sociale, sanitaire, éducative, ainsi que de l'insertion et de la prévention de la délinquance.

Il est aussi possible de faire appel à des personnes pouvant apporter une expertise utile à la résolution des problèmes rencontrés par les familles.

Ce dispositif de prévention a pour objectif d'entendre et d'accompagner les familles rencontrant des difficultés dans l'éducation de leur enfant, lorsque son comportement entraîne des troubles à la tranquillité ou à la sécurité publique.

Sur le principe, ce dispositif prend la forme d'un espace de dialogue, permettant au Maire, ou son représentant, en qualité de président de cette instance, d'entendre les parents ou les titulaires de l'autorité parentale concernés, de les informer sur leurs droits, de leur rappeler leurs devoirs et obligations en lien avec l'éducation de leurs enfants et d'examiner, avec eux, les mesures les plus appropriées à prendre afin de les aider dans l'exercice de leur autorité parentale.

Lorsqu'il ressort de ces constatations ou d'informations portées à sa connaissance que la sécurité, la tranquillité ou l'ordre public sont menacés à raison du défaut de surveillance ou d'assiduité scolaire d'un mineur, un accompagnement parental peut, alors, être proposé aux parents ou représentant légal du mineur concerné.

Il s'agit là d'une mesure de premier niveau consistant en un suivi individualisé s'appuyant sur des actions de conseil, mais qui ne peut concerner les familles ayant déjà conclu un contrat de responsabilité parentale avec le Conseil départemental, ou pour lesquelles une mesure d'assistance éducative a été ordonnée.

La création d'un CDDF au sein de la Ville de Montpellier apparaît comme une réponse adaptée et complémentaire aux dispositifs de prévention déjà existants, aux besoins et aux enjeux identifiés en matière de tranquillité publique sur le territoire. Le dispositif suppose, toutefois, de s'accorder entre membres et acteurs sur les conditions de fonctionnement, d'échanges et de partage de l'information.

Un groupe de travail sera constitué dans les semaines à venir afin de poser les bases et de définir les règles de fonctionnement du CDDF. La préfiguration de cette instance et la coordination des travaux seront confiées au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de création d'un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184141-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.